

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Lundi (après-midi) 8 juin 2015

Direction des finances

37 2014.RRGR.972 Motion 195-2014 PS-JS-PSA (Näf, Muri) Pratique de l'Intendance cantonale des impôts: ouverture d'une enquête Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 050-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 10.02.2014
Déposée par: Muntwyler (Berne, Les Verts) (porte-parole)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 515/2015 du 29 avril 2015
Direction: FIN

Audit indépendant des affaires offshore de sociétés établies dans le canton de Berne

Le Conseil-exécutif est chargé de prendre les dispositions suivantes :

1. Les bases légales et surtout la pratique de l'attribution à une catégorie des opérations offshore et l'évaluation par l'Intendance des impôts de sociétés dont le siège se trouve dans le canton de Berne doivent faire l'objet d'une enquête détaillée.
2. Il s'agit avant tout de mettre en lumière les effets de l'exonération fiscale. La sécurité du droit doit être instaurée également pour les entreprises bernoises.
3. L'enquête devra permettre de dire en quoi les règles actuelles sont différentes de celles appliquées ces dix dernières années.
4. Sur cette base, des recommandations doivent être émises pour l'avenir afin que la sécurité du droit et la confiance puissent être rétablies dans le système fiscal.

Développement

Le canton de Berne est d'après une analyse de Bakbasel l'un des sites les plus attractifs du monde du point de vue de la fiscalité des entreprises (http://www.bakbasel.ch/downloads/services/reports_studies/2011/20111228_bakbasel_taxation_index_2011_exec_summary_de.pdf). Malgré cela, les entreprises négocient leur exonération fiscale avec la Promotion économique, l'Intendance cantonale des impôts tolérant le transfert de valeurs patrimoniales vers des places financières offshore, ce qui vaut à ces entreprises un allègement plus important encore. Cet allègement a pour conséquence que les prestations publiques pour la formation, les infrastructures, la sécurité sociale et la justice doivent dans une mesure croissante être portées par les citoyens et citoyennes. C'est là une manière de saper le principe selon lequel l'imposition est proportionnelle à la capacité économique.

Les options apparemment prises par le groupe Amman pour tourner l'imposition des entreprises en établissant une société boîte à lettres à Jersey suscitent quelques questions. Le contribuable s'inquiète puisqu'il a l'impression que le jeu est vraiment très inégal. Par ailleurs, la question se pose de la légitimité des affaires d'optimisation fiscale. Selon les déclarations d'Adrian Haas au Bund, « tout le monde le fait [trad.] ».

L'Intendance cantonale des impôts a annoncé qu'elle mènerait une enquête interne sur les systèmes offshore du groupe Amman. Elle va donc examiner sa propre pratique d'imposition. Voilà qui est en contradiction avec le principe de la séparation des pouvoirs. Seule une enquête externe et indépendante peut permettre d'établir si le groupe Amman et l'Intendance des impôts ont agi de manière licite. Et alors, l'enquête ne pourra se concentrer sur le comportement d'une seule entreprise, mais il faudra qu'elle porte plus généralement sur la pratique de l'Intendance des impôts dans l'évaluation des filiales de sociétés suisses établies dans les paradis fiscaux. Plus particulièrement, elle doit révéler les bases légales des systèmes offshore et permettre de voir si la jurisprudence du Tribunal fédéral au sujet du siège fiscal de sociétés financières à l'étranger a été

entièrement respectée. De même, il faut étudier si la pratique de contrôle et de sanction de l'Intendance cantonale des impôts est suffisante et conforme aux dispositions légales. Il s'agit enfin d'expliquer de quelle manière les systèmes fiscaux de ce type seront traités à l'avenir afin que les personnes physiques et morales contribuent selon les mêmes principes de loyauté au revenu fiscal du canton.

N° de l'intervention: 195-2014
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 26.09.2014
Déposée par: PS-JS-PSA (Näf, Muri) (porte-parole)
Cosignataires: 0
Urgence: refusée le 20.11.2014
N° d'ACE: 515/2015 du 29 avril 2015
Direction: FIN

Pratique de l'Intendance cantonale des impôts: ouverture d'une enquête

Le Conseil-exécutif est chargé de mener une enquête indépendante des autorités fiscales fédérales et cantonales et de présenter ensuite un rapport au Grand Conseil. L'enquête portera sur les points suivants :

1. Légalité de l'accord (*ruling*) passé par les autorités fiscales avec le groupe Ammann avant 2009, en référence en particulier à l'article 76 de la loi cantonale sur les impôts.
2. Modalités de collaboration entre l'Administration fédérale des contributions et l'Intendance cantonale des impôts concernant la taxation du groupe Ammann avant 2009.
3. Légalité des accords passés par les autorités fiscales ces cinq dernières années avec des entreprises ayant leur domicile fiscal à l'étranger.

Développement

On peut douter de la légalité de l'optimisation fiscale du groupe Ammann et de sa domiciliation fiscale à l'étranger. Seule une enquête indépendante permettra d'écarter les soupçons de fraude fiscale et de pratique illicite de taxation de la part de l'Intendance cantonale des impôts. C'est également dans l'intérêt du groupe Ammann, de son ancien patron, le conseiller fédéral Schneider-Ammann, et des responsables du fisc bernois si, effectivement, ils n'ont rien à se reprocher.

L'analyse des accords fiscaux passés avec d'autres entreprises ayant des montages financiers à l'étranger portera sur les cinq dernières années seulement, puisque les créances fiscales ne sont plus opposables aux accords antérieurs pour cause de prescription.

Il faut agir résolument contre ce système d'optimisation fiscale illicite par égard pour les contribuables normaux qui ont une feuille de paie et pour les petites entreprises qui n'ont pas les moyens de se soustraire à leurs obligations fiscales par des montages financiers à l'étranger. Il n'est pas question d'invoquer l'avantage fiscal de localisation pour justifier des pratiques fiscales illégales.

Motivation de l'urgence :

Les soupçons d'illégalité concernant les accords fiscaux pèsent sur toutes les parties concernées et doivent être évacués rapidement, si aucune infraction n'a été commise. Par ailleurs, ce serait faire justice aux contribuables honnêtes que de réclamer des impôts avant l'échéance du délai de prescription aux entreprises qui ont bénéficié d'accords illégaux.

Réponse commune du Conseil-exécutif

Ces deux motions relèvent du domaine de compétence exclusif du Conseil-exécutif (motions ayant valeur de directive). En la matière, le Conseil-exécutif dispose d'une marge de manœuvre relativement large en ce qui concerne le degré de réalisation du mandat, ainsi que les moyens à investir et les autres modalités pour y parvenir. La décision reste en outre de sa responsabilité.

Contexte de ces deux interventions parlementaires

Depuis l'an dernier, la manière dont l'Intendance des impôts du canton de Berne a taxé la société anonyme Ammann Group Holding (AGH) à compter de 2004 fait l'objet de critiques dans les médias et les milieux politiques. Il lui est reproché de ne pas avoir intégré aux résultats commerciaux de l'AGH, dont le siège est dans le canton de Berne, ceux de deux de ses entreprises offshore, alors

que leur siège officiel, au Luxembourg pour l'une et à Jersey pour l'autre, n'aurait pas été leur siège effectif.

En septembre dernier, la directrice des finances du canton de Berne a demandé à l'Administration fédérale des contributions (AFC) – l'autorité de surveillance fédérale des administrations fiscales cantonales – de procéder à une enquête dans cette affaire, pour contrôler, entre autres, l'évaluation du dossier fiscal de l'AGH. L'AFC a réalisé cette enquête et a rendu ses conclusions publiques le 23 avril dernier (cf. [communiqué de presse de la Direction des finances du 23 avril 2015, accompagné du rapport d'enquête¹](#)).

Dans son rapport d'enquête, l'AFC estime que l'Intendance des impôts bernoise a établi de manière lacunaire les faits à la base des décisions de taxation qu'elle a établies à l'époque pour l'AGH. Divers éléments lui font penser que l'Intendance des impôts aurait pu apprécier différemment la question juridique du siège des deux sociétés offshore de l'AGH si ses clarifications en procédure de taxation avaient été plus strictes et précises à l'époque. L'AFC résume la situation en indiquant que les faits et justificatifs figurant au dossier auraient dû conduire l'Intendance des impôts à une autre appréciation. Elle-même n'aurait pas agréé le ruling fiscal émis en 2007 sur la base de ces pièces. L'intendant des impôts bernois se rallie à ces conclusions.

De l'avis commun du directeur de l'AFC et de l'intendant des impôts bernois, les décisions de taxation rendues à l'époque, et entrées en force depuis, sont juridiquement inattaquables. L'AFC n'a trouvé aucun fait nouveau susceptible de justifier une correction de ces taxations a posteriori. Le dossier ne remplit donc pas les conditions nécessaires à la réouverture des procédures, de sorte qu'il est impossible d'engager une procédure en rappel d'impôt ou en soustraction d'impôt. L'AFC et l'Intendance des impôts bernoise considèrent donc que le traitement fiscal de cette affaire est clos et que le droit procédural s'oppose à son réexamen.

Rien n'indique que l'Intendance des impôts ou l'AGH aient commis des fautes intentionnelles, voire pénalement répréhensibles, ou que l'AGH n'ait pas agi correctement en procédure de taxation. Les décisions de taxation concernant l'AGH sont juridiquement inattaquables. L'Intendance des impôts bernoise a déjà apporté les améliorations nécessaires à ses procédures. Elle a notamment renforcé le contrôle des rulings fiscaux par le chef de la section compétente et a affecté plus de personnel et donné plus de compétences à ses groupes d'experts internes, qui sont chargés d'étudier les questions de taxation comme celle du groupe Amman, afin d'assurer une pratique uniforme, coordonnée et conforme au droit.

Il faut en outre souligner que la taxation de l'AGH faisait partie des opérations de routine. L'Intendance cantonale des impôts réalise en effet plus de 600 000 taxations chaque année, dont plusieurs milliers sur la base d'accords préalables. L'intendant des impôts bernois n'est jamais personnellement intervenu dans le règlement du dossier de l'AGH et n'en avait d'ailleurs pas le droit. Au sujet de l'évolution du traitement fiscal des sociétés offshore en Suisse ces dernières années, le professeur Urs Behnisch observe notamment, dans un avis de droit établi à l'attention de la Commission des finances du Grand Conseil et rendu public le 9 mars dernier (cf. [communiqué de presse de la Commission des finances du 9 avril 2015, accompagné de cet avis de droit²](#)), que la pratique des autorités fiscales cantonales a été hétérogène et relativement souple ces dix dernières années. Il ajoute que la question de l'assujettissement fiscal des sociétés financières a été traitée avec des différences d'appréciation significatives. Il indique enfin que le durcissement de la pratique suisse, auquel aspirait l'AFC, n'est intervenu qu'après des arrêts rendus en la matière par le Tribunal fédéral en 2012 et 2013.

Cette évolution doit être prise en compte dans l'appréciation actuelle de la taxation de l'AGH, qui n'est en rien un cas isolé, tout comme le fait que l'Intendance des impôts bernoise, comme de nombreuses autres administrations fiscales cantonales, a usé de sa marge d'appréciation pour appliquer la législation fiscale dans l'intérêt de l'économie. Dans son avis de droit, le professeur Behnisch observe en outre que même si certains rulings fiscaux sont bien susceptibles de critiques, les cas restent rares en considération des milliers de rulings émis, et qu'il ne faut pas perdre de vue l'importance majeure que cet instrument présente pour l'attrait économique international de la Suisse.

1

http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.meldungNeu.html/portal/fr/meldungen/mm/2015/04/20150423_0759_untersuchung_durchestvimmsteueroersierammann-gruppeabgeschlossen

2

http://www.be.ch/portal/fr/index/mediencenter/medienmitteilungen.meldungNeu.mm.html/portal/de/meldungen/mm/2015/04/20150408_1429_gutachten_zu_aufsichtskompetenzenimsteuerwesenliegenvor

Lors de sa séance du 29 avril 2015, le Conseil-exécutif a également répondu à l'[interpellation 045-2014](#)³, Muntwyler (Berne, Les Verts) du 1^{er} février 2014 intitulée « Les recettes fiscales perdues du canton de Berne ». Ce faisant, il s'est contenté de répondre aux questions complémentaires spécifiques à cette interpellation, renvoyant, pour le reste, à la présente réponse.

Situation actuelle et avis provisoire du Conseil-exécutif

L'AFC a rapporté ses conclusions et les a rendues publiques. Comme indiqué ci-avant, le contrôle et l'appréciation exhaustifs du dossier fiscal de l'AGH par l'autorité fédérale de surveillance compétente en la matière sont ainsi terminés. Le public, les acteurs politiques et les médias connaissent les détails des conclusions de son enquête. Celles-ci établissent au surplus que les taxations de l'AGH rendues par l'Intendance des impôts dont il est question en l'espèce sont entrées en force depuis des années et qu'il n'y a aucun moyen juridique de revenir dessus. En conséquence, le traitement fiscal de cette affaire est réglé et clos.

Ces conclusions feront l'objet d'un débat politique cantonal lors de la session parlementaire de juin prochain sur la base des trois interventions parlementaires évoquées ci-avant. Aussi le Conseil-exécutif ne souhaite-t-il s'exprimer qu'à titre provisoire pour l'instant. Il se permet néanmoins de formuler les observations ci-après en vue du débat politique annoncé.

A cet endroit, le Conseil-exécutif souligne de manière générale que l'Intendance des impôts remplit depuis des années correctement ses fonctions avec de bons résultats et dans des délais satisfaisants, bien qu'il s'agisse parfois d'une procédure exigeante consistant à traiter de nombreux dossiers à la fois. L'administration fiscale bernoise est leader suisse en matière de taxation informatisée. Les acteurs politiques, la population et les fiduciaires entre autres reconnaissent tous qu'elle remplit correctement ses fonctions dans l'ensemble. En matière de taxation, aucun problème de qualité fondamental ou général ne peut lui être reproché. Dans une procédure qui consiste à réaliser plus de 600 000 taxations par an, dont plusieurs milliers sur la base de rulings, il est impossible d'exclure toute erreur, comme celle du cas dont il est question ici, pour lequel les collaborateurs en charge du dossier ont manqué de rigueur dans leurs recherches.

Voici les conclusions formulées par le professeur Urs Behnisch en page 19 de son avis de droit (en allemand) :

« Il apparaît au final que la Commission des finances du Grand Conseil n'a aucune raison d'intervenir. L'actuel système fédéraliste, dans lequel la taxation ressortit aux cantons et la surveillance, à l'AFC, fonctionne bien. Il n'y a aucun défaut ou usage abusif apparent. Il peut arriver que des erreurs soient commises en procédure de taxation ou dans l'appréciation de situations hypothétiques exposées dans les questions qui sont posées, étant entendu que ces erreurs peuvent tout aussi bien être favorables au contribuable que l'inverse. Le même problème se pose en justice. Ce qui importe, c'est que le système ne présente aucun défaut à corriger. » [Trad.]

Le Conseil-exécutif partage sur ce point les conclusions de l'expert indépendant. Les procédures appliquées à l'Intendance des impôts le confortent dans cette position. En effet, l'Intendance des impôts a mis en place de nombreux instruments de direction, de contrôle et d'assurance de la qualité à tous les échelons et dans tous les domaines, qui garantissent qu'elle remplit au mieux ses fonctions en procédure de taxation, qui sont en constante évolution et qui sont comparativement performants malgré des ressources humaines limitées. La Direction des finances présentera ce dispositif en détail à la Commission des finances d'ici la fin mai prochain, comme celle-ci le lui a demandé, et lui remettra toute la documentation sur le sujet. Si la Commission des finances estime alors qu'il est nécessaire d'intervenir au niveau de la direction et de la surveillance exercées sur l'Intendance des impôts, les mesures nécessaires pourront être abordées à l'occasion de l'échange qu'elles prévoient d'avoir.

Le Conseil-exécutif estime donc qu'il n'y a pas lieu de réexaminer d'anciennes décisions de taxation par exemple, qui sont d'ailleurs entrées en force, d'autant que le coût d'une telle démarche serait pratiquement ingérable.

Compte tenu de ces réflexions générales, le Conseil-exécutif s'exprime comme suit au sujet des deux motions.

Motion 050-2014 « Audit indépendant des affaires offshore de sociétés établies dans le canton de Berne »

L'audit des taxations de l'AGH que demande le motionnaire a été réalisé par l'AFC, dont on connaît les conclusions. Comme l'observe le professeur Behnisch dans son avis de droit évoqué ci-dessus, il n'y a aucun défaut ou usage abusif apparent du système de la procédure de taxation, même s'il

³ <http://www.gr.be.ch/etc/designs/gr/media.cdwbinary.DOKUMENTE.acq/ce38283fb6fd46408dbe40e9fa8b22eb-332/8/PDF/2014.RRGR.116-Vorstosstext-F-79065.pdf>

peut toujours arriver que des erreurs soient commises. Le Conseil-exécutif estime en conséquence qu'il n'est pas opportun de procéder à de nombreuses opérations de réexamen d'anciens cas, qui nécessiteraient des ressources humaines significatives (points 2 et 3). Comme le lui a demandé la Commission des finances, la Direction des finances lui présentera en détail comment est configuré le système de direction et de surveillance portant sur l'Intendance des impôts au quotidien. Si la Commission des finances estime alors que ces informations sont totalement ou partiellement insatisfaisantes, elle pourra déterminer les mesures à prendre et donner des recommandations pour l'avenir (point 4). Le Conseil-exécutif considère que toute activité parallèle à ces travaux serait inutile, car elle ferait double emploi. Compte tenu de ces considérations, le Conseil-exécutif propose le rejet de la motion.

Motion 195-2014 « Pratique de l'Intendance cantonale des impôts : ouverture d'une enquête »

L'enquête indépendante que demande l'auteure de la motion a été réalisée par l'AFC (points 1 et 2). Conformément aux arguments présentés plusieurs fois ci-dessus, un contrôle supplémentaire et très coûteux de nombreux dossiers fiscaux anciens n'a pas d'intérêt : comme l'a observé le professeur Behnisch dans son avis de droit, il n'y a aucun défaut ou usage abusif apparent du système. Le fait que des erreurs puissent, comme partout, passer entre les mailles très serrées des systèmes croisés de direction, de contrôle et d'assurance de la qualité ne justifie pas une opération de contrôle complémentaire aussi large que celle que demande la motionnaire au point 3.

Compte tenu de ces réflexions, le Conseil-exécutif propose l'adoption et le classement simultané des points 1 et 2, ainsi que le rejet du point 3 de la motion.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: adoption et classement

Chiffre 2: adoption et classement

Chiffre 3: rejet

Le président. Wir fahren weiter mit den Traktanden 36 und 37, die wir gemeinsam beraten. Noch eine wichtige Vorbemerkung zu den beiden Geschäften: Das Büro hat für die beiden Geschäfte eine reduzierte Debatte beschlossen. Zu Beginn der Junisession haben wir gemeinsame Beratung beschlossen, was jetzt bedeutet, dass alle Rednerinnen und Redner zwei Minuten zur Verfügung haben, um zu beiden Geschäften integral zu sprechen. Ich bitte Sie, sich an diese Vorgaben zu halten und mich nicht dazu zu zwingen, das Mikrofon auszuschalten. Wenn Sie sich anders vorbereitet haben, müssen Sie jetzt Ihr Votum kürzen. Bei der Richtlinienmotion Muntwyler beantragt die Regierung Ablehnung. Anstelle von Grossrat Muntwyler spricht Grossrat Vanoni.

Bruno Vanoni, Zollikofen (Les Verts). Angesichts des Zeitdrucks verzichte ich auf einen kleinen Protest, weil wir nur zwei Minuten sprechen dürfen und eine allgemeine freie Debatte abgeklemt wurde. Bei dieser Motion, die ich von Urs Muntwyler geerbt habe, geht es nicht allein um den Fall der Ammann Gruppe und um deren früheren Chef. Es geht um etwas Grundsätzliches, nämlich um das Wiederherstellen des Vertrauens in die bernische Steuerverwaltung, das erschüttert worden ist. Es geht darum, die Steuergerechtigkeit und die Gleichbehandlung der Steuerzahlenden zu sichern. Wir alle sollten jetzt wirklich etwas gegen den Eindruck unternehmen, dass bei den Kleinen die Steuern akribisch eingetrieben werden, während bei den Grossen und Wichtigen nur lückenhaft hingeschaut wird. Die Antworten der Regierung überzeugen mich vor diesem Hintergrund nicht. Sie sind nicht geeignet, das Vertrauen wiederherzustellen. Warum nicht? Die Motion verlangt eine unabhängige Überprüfung der Einstufung von Offshore-Geschäften von Firmen im Kanton Bern. Sie verlangt eine Untersuchung durch eine unabhängige Stelle. In der Begründung wird präzisiert, dass damit eine unabhängige, externe Untersuchung gemeint ist und keine verwaltungsinterne Abklärung. Die Regierung lehnt die Motion pauschal ab mit der Begründung, dass «die vom Motionär verlangte Untersuchung durchgeführt worden sei». Das stimmt eben genau nicht. Der Motionär verlangte eine unabhängige externe Untersuchung. Effektiv untersucht hat aber die Eidgenössische Steuerverwaltung als Aufsichtsbehörde. Also nichts von unabhängig und extern. Deshalb bitte ich Sie, dieser Motion zuzustimmen.

Le président. Der Antrag der Regierung lautet wie folgt: Annahme der Ziffern 1 und 2 unter gleichzeitiger Abschreibung sowie Ablehnung von Ziffer 3.

Roland Näf, Muri (PS). Über die Ziffern 1 und 2 müssen wir nicht mehr sprechen. Dort hat die Eidgenössische Steuerverwaltung das bestätigt, was die SP seit Langem kritisiert hat: Die Berner Steuerverwaltung hat weggeschaut, hat ein oder beide Augen geschlossen. Bei Ziffer 3 geht es um die Frage, ob wir der Berner Steuerverwaltung vertrauen oder nicht. Ich vertraue ihr nicht und möchte Ihnen das an einem Beispiel erläutern: Ich zeige Ihnen hier eine Einladung der Firma Marti, Bauholding im Kanton Bern. Sie lud am 27. Oktober 2010 die Spitze der Berner Steuerverwaltung zu einem gemeinsamen Mittagessen mit Baustellenbesuch ein. Unter anderem wird Herr Hannes Teuscher aufgeführt, der damals in der Berner Steuerverwaltung für die Unternehmensbesteuerung verantwortlich war. Hannes Teuscher verliess die Berner Steuerverwaltung bald danach und wechselte zur Treuhandfirma G+S Treuhand in Muri. Kurz nach dieser Einladung, nach dem Mittagessen und dem Baustellenbesuch – nämlich zwei Monate später – gab es bei der Marti Holding eine Buchprüfung. Das nur nebenbei bemerkt. Spannend ist aber: Herr Teuscher hatte zur G+S Holding in Muri gewechselt – und was macht diese G+S Holding in Muri? Sie hat als Kundin die Firma Marti und ist dort für die Beratung für Steuerrulings verantwortlich. Aber die Geschichte geht noch weiter. In der Berner Steuerverwaltung gab es bei einem Chefposten einen Wechsel. Und wer ist jetzt der Nachfolger von Hannes Teuscher, der zur G+S Treuhand in Muri gewechselt hat? Das ist Herr Dzamko-Locher. Und wo kommt Herr Dzamko-Locher her? Von der G+S Treuhand in Muri.

Ich musste dafür nur wenige Recherchen durchführen. Ich erwarte von den Medien, dass sie dort weiterrecherchieren. Die Zusammenhänge gehen wesentlich weiter als das, was wir in Bezug auf Lobbying im Bundeshaus von Frau Markwalder gehört haben.

Le président. Wir kommen zu den Fraktionssprechern. Es ist sicher gut, wenn die jeweils nachfolgenden Fraktionssprecher nahe beim Rednerpult sind, denn sonst verlieren sie auf dem Weg zum Rednerpult Redezeit. Denn wenn ich das Mikrofon einschalte, geht es los.

Peter Brand, Münchenbuchsee (UDC). Wir haben dieses Thema bereits verschiedenste Male debattiert und es wurde auch in den Medien in epischer Breite diskutiert. Der SP geht es offenbar darum zu politisieren, aber das Thema ist völlig falsch. Weitere Untersuchungen und Berichte bringen nichts, und die SVP lehnt sämtliche Ziffern beider Motionen ab. Das Misstrauen gegenüber der Steuerverwaltung, das aus diesen Motionen spricht, ist nicht gerechtfertigt. Die Steuerverwaltung hat aus diesem Fall ihre Lehren gezogen, sie arbeitet effizient und sehr gut, was Rückmeldungen aus der Wirtschaft belegen. Die Wirtschaft kann keine Unsicherheiten brauchen. Würden wir diese Motionen überweisen, würden wir Unsicherheiten schaffen, und das würde der Wirtschaft schaden. Man darf auch mal sagen, dass die Steuerverwaltung gut arbeitet. Es sind keine weiteren Schritte notwendig, und wir beantragen Ihnen, beide Motionen abzulehnen.

Natalie Imboden, Berne (Les Verts). Eines muss man hier trotzdem festhalten: Die reduzierte Redezeit bei diesem Geschäft steht in klarem Widerspruch zu dessen Inhalt. Es ist nicht möglich, das, was man zu diesem Geschäft inhaltlich zu sagen hat, in zwei Minuten auszudrücken. In einem demokratischen Parlamentsbetrieb, wie wir ihn eigentlich sind, ist so etwas nicht statthaft. Mir bleibt nur noch übrig, ein symbolisches Bild zu geben, da ich für eine inhaltliche Auseinandersetzung keine Zeit habe: Das Bild von den drei weisen Affen: nichts sehen, nichts hören und auch nichts sagen. Dieses Bild kommt mir in den Sinn, wenn wir über die beiden Vorstösse in reduzierter Redezeit debattieren sollen. Die grüne Fraktion unterstützt beide Motionen, denn es ist wichtig, hier hinzuschauen, hinzuhören und etwas zu sagen. Es ist anders, als es mein Vorredner gesagt hat: Es ist hier nicht angebracht, möglichst Stillschweigen zu bewahren. Für uns ist klar: Die Grünen wollen nicht die Steuerverwaltung insgesamt diskreditieren, das läge uns fern. Aber wir wollen genauer hinschauen, und dafür braucht es eine unabhängige Untersuchung. Es liegen zwei Rechtsgutachten und ein verwaltungsinterner Bericht vor. Aber keines der drei Papiere, so lang sie auch sind, erfüllt das Kriterium einer unabhängigen Untersuchung. Im Bericht der beiden Steuerverwaltungen stehen klar Adjektive wie «lückenhaft», «eher eine andere Beurteilung», «sehr grosszügig». Schon wenn man nur die Adjektive zusammenzählt, kommt man klar zum Schluss, dass nicht alles rechtens war. Wir appellieren hier an Sie, beide Vorstösse zu unterstützen, vor allem Ziffer 4 der grünen Motion, in der steht, «die Lehren daraus zu ziehen». Herr Brand weiss offenbar bereits, welche Lehren die Steuerverwaltung daraus gezogen hat. Ich weiss es noch nicht. Ich bin zwar Mitglied der Finanzkommission, aber dort haben wir die Lehren daraus noch nicht gezogen und hier im Plenum

auch nicht. Ich bitte doch, hier die Lehren daraus zu ziehen und genau in die Zukunft zu blicken. Ich bitte Sie, die Motionen zu unterstützen.

Franziska Schöni-Affolter, Bremgarten (pvl). Auch die glp begrüsst die Aufdeckung der aus heutiger Sicht – ich betone: aus heutiger Sicht – zweifelhaften Praxis der Berner Steuerverwaltung. Das Problem bewegte sich von einem Schneider-Ammann-Problem eher zu einem Problem der Berner Steuerverwaltung. Aber man muss halt wirklich auch einsehen, dass sich die Rechtspraxis der Rulings in den letzten Jahren klar verschärft hat. Was bei der Berner Steuerverwaltung vor vielleicht fünf, sechs oder zehn Jahren als Kavaliersdelikt durchging, würde heute nicht mehr durchkommen. Zum Schutz der Steuerverwaltung muss ich sagen: Sie hat sich hier auf Vordermann gebracht und sich gerüstet. Hinzu kommt, dass die zehn Jahre alten Dossiers, die aus heutiger Sicht zweifelhaft sind, nicht mehr geöffnet werden können. Das ist halt einfach Gesetz. Ich finde es vor allem gut – und hier bin ich nicht gleicher Meinung wie meine Vorrednerin –, dass wir uns bewegt haben. Die Finanzkommission will ihre Aufsichtspflicht vermehrt wahrnehmen und als oberstes Aufsichtsorgan die Steuerverwaltung vermehrt kontrollieren. Zudem verlangen wir natürlich auch von der Steuerverwaltung, dass sie sich bei der Beurteilung der Steuerdossiers immer auf den neuesten Stand der Rechtsprechung hinbewegt. Auf der andern Seite fänden wir es falsch, wenn sich jetzt der Kanton Bern als einziger Kanton ins eigene Bein schiessen würde. Wir würden es viel mehr begrüssen, wenn die Eidgenössische Steuerverwaltung vermehrt ein Auge darauf werfen würde, dass alle Kantone ungefähr gleich vorgehen. Da wir dazu nichts zu sagen haben, lehnen wir die Motion Muntwyler ab. Bei der Motion Näf schliessen wir uns der Haltung der Regierung an.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Mein Votum steht unter dem Titel «Willkür, wursteln und mauern». Willkür, weil die Termine nicht eingehalten worden sind: Die Motionen stammen vom März 2014. Das Grossratsgesetz schreibt vor, Motionen innerhalb von sechs Monaten zu behandeln. Der Termin kann allenfalls nach Rücksprache mit den Motionären verschoben werden. Mit Roland Näf wurde aber nie gesprochen. Hier wird also das Gesetz schlicht nicht eingehalten, und das ist unhaltbar. Auch dass man die Debatte nicht zulassen will, dass man die ganze Sache einfach vom Tisch wischen will und die bürgerliche Mehrheit den Dialog verweigert, indem man eine Motion von mir zu diesem Thema im September als ungültig erklärt hat, fällt unter den Begriff Willkür oder wursteln. Man will sich dieser Diskussion einfach nicht stellen. Das geht nicht. Ich erinnere daran, dass man uns, als wir hier im März 2014 aufgrund dieser Motion einen Ordnungsantrag stellten, Wahlkampf vorgeworfen hat. Jetzt wirft uns der Präsident der SVP-Fraktion vor, wir würden politisieren: Lieber Peter, wir sind gewählt, um zu politisieren. Steuerpolitik und Transparenz sind Themen, die in der Politik etwas zu suchen haben. Sonst brauche ich meine Zeit für andere Dinge, als hier im Saal zu debattieren und mich mit wichtigen Themen auseinanderzusetzen. Einmal mehr will man den Kopf in den Sand stecken. Ich sage Ihnen einfach: Irgendwann wird der Sand dann schon weggeblasen und der Kopf kommt hervor. Ich mag mich inhaltlich gar nicht mehr zum Thema äussern. Es ist überhaupt nicht in Ordnung, es ist überhaupt nicht im Lot. Und dadurch, dass man hier blockt und auf Diskussionsverweigerung macht und alles, was von links-grüner Seite kommt, einfach mal blockiert und meint, damit sei das Problem gelöst, löst man gar nichts. Es macht mich traurig, dass wir auf Whistleblower, auf die Medien angewiesen sind, die dranbleiben. Wir unterstützen beide Motionen. Das Lämpchen blinkt und ich gehe.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die Vorstösse wurden bekanntlich im Februar 2014 eingereicht, als sich die Diskussion rund um die Offshore-Geschäfte auf dem Höhepunkt befand. Unterdessen gab es drei Gutachten und lange Diskussionen in der Finanzkommission, und immer wieder wurde das Thema in den Medien behandelt. Unterdessen wissen wir, dass die Ammann-Gruppe aus damaliger Sicht keine Gesetze übertreten hat und sich an die Vereinbarungen gehalten hat. Die Steuerverwaltung dagegen hat den damaligen gesetzlichen Rahmen ziemlich frei interpretiert, auch das wissen wir heute. Wir haben also einen Weg zurückgelegt und die Vorstösse sozusagen überholt. Die EVP-Fraktion wird deshalb bei beiden Vorstössen dem Regierungsrat folgen. Das heisst aber nicht, dass wir die Antwort des Regierungsrats so toll finden, im Gegenteil: Wir finden sie ziemlich oberflächlich, und sie geht an den Forderungen der Motionäre vorbei. Man kann nicht einfach sagen: Wir haben ein paar Fehler gemacht, und Fehler passieren halt. Im Bereich Offshore hat man sehr blauäugig gehandelt. Vor allem wissen wir nicht, nach welcher Praxis die Steuerverwaltung heute handelt. Wir zweifeln nicht an der Arbeit der Steuerverwaltung als Ganzer. Wir legen aber den Fokus auf die Offshore-Konstrukte. Es ist aber Sache der

Finanzkommission, dem weiter nachzugehen und die Finger darauf zu legen. Wir folgen also dem Regierungsrat.

Hans-Jörg Pfister, Zweisimmen (PLR). Wir haben einen Bericht erhalten. Eine unabhängige Untersuchung hat sehr wohl stattgefunden und die Ergebnisse liegen vor. Die beiden Motionen schiessen über das Ziel hinaus. Der Ammann-Gruppe können keine Schuld und kein Fehler nachgewiesen werden. Es wäre jetzt wirklich an der Zeit, das zu akzeptieren. Der Bericht sagt das klar aus. Deshalb müssen wir jetzt nicht noch Motionen überweisen, vielmehr sind sie abzulehnen. Die Steuerverwaltung, die Finanzdirektorin, die Finanzdirektion und die Finanzkommission haben ganz klar die Absicht, künftig genauer hinzuschauen. Aber es wurden keine Fehler nachgewiesen, und auch mit einem zusätzlichen externen Bericht wird man keine Fehler finden. Würde das gemacht, würden wir dem Kanton Bern, den Unternehmen schaden. Die Finanzkommission hat sich während acht Monaten mit dem Thema befasst, sie führte zahlreiche Sitzungen durch. Ich bitte Sie jetzt wirklich, die beiden Vorstösse so zu überweisen, wie es die Regierung verlangt. Akzeptieren Sie jetzt endlich, dass man keine Fehler gefunden hat.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Die Veranlagungspraxis der Steuerverwaltung des Kantons Bern ist rechtens in Ordnung und als nicht zu beanstanden beurteilt worden. Das haben sowohl die Untersuchungen unserer Finanzkommission als auch die Antworten des Regierungsrats auf die beiden Vorstösse klar ergeben. Der Vollzug des Steuerrechts war noch nie eine exakte Wissenschaft. Das ist nicht nur im Kanton Bern so, sondern in allen Kantonen. Der Gesetzgeber räumt im Rahmen des Steuergesetzes der Veranlagungsbehörde einen gewissen Ermessensspielraum ein, und das nicht nur im Kanton Bern, sondern in allen Kantonen. Und alle Kantone in der Schweiz haben diesen Ermessensspielraum in den vergangenen Jahren oder Jahrzehnten entsprechend ihren Anforderungen ausgeübt. Dass sich die Ausübung dieses Ermessensspielraums mit der Zeit der gesellschaftlichen und auch der medialen Wahrnehmung anpassen kann, ist durchaus legitim und obliegt unserer Gesellschaft auch in anderen gesellschaftspolitischen Fragen. Somit hat sich auch die Praxis der Veranlagung der Steuerverwaltung zu Offshore-Gesellschaften nicht nur im Kanton Bern, sondern in der ganzen Schweiz entsprechend angepasst. Aus Sicht der BDP ist es jedoch wichtig, dass sowohl die Finanzkommission als auch die Eidgenössische Steuerverwaltung im Rahmen ihrer Abklärungen keine Anhaltspunkte festgestellt haben, wonach die Steuerverwaltung des Kantons Bern in rechtswidriger Art und Weise das Ermessen oder den Ermessensspielraum verlassen hat. Rechtlich gesehen, gibt es somit an diesen Veranlagungen nichts mehr zu kritisieren, und es gibt auch keine Möglichkeit mehr, sie nachträglich anzupassen, und das ist auch gut so. Die SP hat klar dokumentiert, dass sie sich für einen guten Standort für Unternehmen im Kanton Bern einsetzt. Deshalb kann ich es kaum verstehen, dass sich die SP dermassen an der Kritik am Steuerruling vergriffen hat. Denn das Ruling ist ein wichtiges Instrument, um zukünftige Tatsachen vorgängig durch die Steuerverwaltung und auch durch andere Behörden überprüfen zu lassen. Das Ruling wollen wir im Kanton Bern beibehalten. Ich bitte Sie, die beiden Vorstösse abzulehnen, und zwar auch als klares Zeichen, dass wir hier konstruktive Politik betreiben wollen und nicht Stroh dreschen, das schon lange gedroschen ist.

Le président. Ich bedanke mich für die disziplinierte Debatte hinsichtlich der Zeit. Ich habe mir das schwieriger vorgestellt. Noch zum Vorgehen bei der Abstimmung: Grossrat Vanoni hat ziffernweise Abstimmung verlangt. Somit werden wir bei beiden Motionen ziffernweise abstimmen.

Beatrice Simon, directrice des finances. Aufgrund eines Beitrags in der «Rundschau» hielt der Begriff «Ruling», der bisher nur in Fachkreisen bekannt war, Einzug in die Schweizer Medien. Heute diskutieren wir Vorstösse aus dem Jahr 2014, die sich genau mit dieser Thematik befassen. Als Grossrätinnen und Grossräte wissen Sie, dass ich als Finanzdirektorin des Kantons Bern bei der Eidgenössischen Steuerverwaltung um die Durchführung der Untersuchung inklusive steuerrechtlicher Beurteilung des Steuereinsatzes der Ammann Group ersucht habe. Die Ergebnisse liegen vor, und wir haben sie Ende April 2015 öffentlich kommuniziert: Es wurde Verschiedenes festgehalten: Erstens. Die bernische Steuerverwaltung hat den Sachverhalt, der die Basis für die anschliessende Veranlagungsentscheide gegenüber der Firma Ammann Group war, lückenhaft erhoben; das kann man nicht schönreden. Zweitens wurde aber auch festgehalten – und das ist für alle weiteren Anliegen noch wichtiger –, die Voraussetzungen für eine nachträgliche Öffnung des

Verfahrens seien nicht gegeben. Deshalb sei eine Nachsteuer oder ein Steuerhinterziehungsverfahren nicht möglich. Drittens: Es gibt sowohl bei der bernischen Steuerverwaltung als auch bei der Ammann Group absolut keine Hinweise für absichtliche oder gar strafrechtlich relevante Verfehlungen. Auch haben nie solche bestanden. Viertens hat sich die Ammann Group bei den Veranlagungsverfahren immer korrekt verhalten. Fünftens: Die bernische Steuerverwaltung hat die Verbesserungsmaßnahmen in Zusammenhang mit der Bearbeitung von Rulings bereits umgesetzt.

An dieser Stelle scheint es mir doch wichtig, noch einmal darauf hinzuweisen, wie der Streit betreffend die Offshore-Gesellschaften zwischen den Kantonen und der Eidgenössischen Steuerverwaltung entstanden ist: Es gab eine Zeit vor den zwei Bundesgerichtsentscheiden. Das war die Zeit, als die Kantone aus damals sicher auch wirtschaftlichen Gründen den Ermessensspielraum in Zusammenhang mit der Besteuerung solcher Gesellschaften ein bisschen anders beurteilten als die Eidgenössische Steuerverwaltung. Es gab Kreisschreiben, also Vorgaben, die für die Kantone galten. Diese waren zwar diskutiert, aber nie verabschiedet worden. Die Eidgenössische Steuerverwaltung hatte dann irgendwann mal genug und zog einen Fall des Kantons Zug, also nicht des Kantons Bern, vor das Bundesgericht, worauf entschieden wurde, wie künftig solche Gesellschaften behandelt werden sollen. Nach diesen beiden Bundesgerichtsentscheiden hat der Kanton Bern die neuen Vorgaben sofort erfüllt. Aber vor diesen Bundesgerichtsentscheiden handelten alle Kantone gleich. Es gibt also eine Welt vor und eine nach diesen Bundesgerichtsentscheiden. Die bernische Steuerverwaltung verhält sich entsprechend korrekt.

Bei den Resultaten der Abklärungen der Eidgenössischen Steuerverwaltung handelt es sich um klare Aussagen. Ich hoffe und erwarte auch, dass das steuerrechtlich bereits abgeschlossene Thema mit dieser Diskussion hier auch politisch endlich abgeschlossen werden kann. Denn es schadet dem Kanton Bern als Wirtschaftsstandort, wenn man das Süppchen ewig wieder aufkocht. Während der vergangenen Monate ist mir im Zusammenhang mit all diesen Diskussionen vor allem etwas aufgefallen: Vielen Leuten ist nicht klar, was ein Ruling ist und was es eben nicht ist. Steuerrulings sind keine unrechtmässigen Abmachungen zwischen Steuerbehörde und Steuerpflichtigen. Steuerrulings können sowohl von juristischen Personen als auch von Privatpersonen beantragt werden. Und ein Steuerruling ist kein verbindlicher Vertrag, sondern lediglich eine Auskunft der Steuerverwaltung gegenüber dem Steuerpflichtigen, wie ein spezifischer Sachverhalt besteuert würde, wenn er künftig tatsächlich so eintritt, wie es im Moment aussieht. Das Ruling wird immer erst dann umgesetzt, wenn der Sachverhalt tatsächlich so eintritt. Und das tut er mit dem Ausfüllen der Steuererklärung. Es werden jährlich viele Rulings gemacht, und viele davon werden nie umgesetzt. Es ist wichtig, das zu wissen, wenn man darüber diskutiert.

Die Finanzkommission hat in diesem Zusammenhang ein Gutachten bei Prof. Urs Behnisch in Auftrag gegeben. Darin wird – wie bekanntlich auch von der Eidgenössischen Steuerverwaltung – bestätigt, dass die Steuerverwaltung des Kantons Bern die ihr zugewiesenen Vollzugsaufgaben in einem teilweise anspruchsvollen Geschäft seit Jahren insgesamt rechtlich korrekt, speditiv und qualitativ gut ausführt. Als Finanzdirektorin befinde ich mich auch immer wieder im Dialog mit der Finanzkommission. Wir werden ihr noch einen ausführlichen Bericht über die Arbeitsweise und über den Qualitätssicherungsprozess der Steuerverwaltung unterbreiten.

Vor diesem Hintergrund sind die Forderungen der beiden Motionen unnötig und auch nicht zielführend. Das Dossier der Ammann Group wurde von der Eidgenössischen Steuerverwaltung untersucht. Die Öffentlichkeit haben wir über die Ergebnisse transparent und offen informiert. Deshalb beantragt Ihnen der Regierungsrat, die beiden Motionen abzulehnen und, wie in einem Punkt beantragt, anzunehmen und abzuschreiben. Ich bitte Sie, den Anträgen des Regierungsrats zu folgen.

Le président. Wir stimmen über die Motion Muntwyler ab, und zwar einzeln über jede der vier Ziffern. Wer Ziffer 1 der Motion Muntwyler annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion Muntwyler, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 49

Non 102

Absentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 2. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion Muntwyler, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 49

Non 101

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 3: Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion Muntwyler, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 50

Non 101

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 3 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 4. Wer Ziffer 4 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion Muntwyler, ch. 4)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 50

Non 100

Abstentions 4

Le président. Der Rat hat Ziffer 4 abgelehnt. Wir bereinigen jetzt das Geschäft Nummer 37, die Motion SP. Die Ziffern 1 und 2 sind bestritten. Deshalb muss ich zuerst über die Annahme und dann gegebenenfalls über die Abschreibung befinden lassen. Wer Ziffer 1 der Motion SP annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion PS, ch. 1)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 63

Non 86

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 1 abgelehnt. Damit erübrigt sich die Abstimmung über die Abschreibung. Wir gehen direkt zu Ziffer 2. Wer Ziffer 2 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion PS, ch. 2)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 64

Non 89

Abstentions 1

Le président. Der Rat hat Ziffer 2 abgelehnt. Wir kommen zu Ziffer 3. Wer Ziffer 3 annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (motion PS, ch. 3)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 50

Non 103

Abstentions 0

Le président. Der Rat hat Ziffer 3 abgelehnt.